

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 22 novembre 2024

Un courriel reçu.

Bonjour JC,

Le surmenage, ça existe, 12 causeries en 20 jours ce mois-ci, c'est énorme. Ça ressemble à de l'addiction. Lever le pied. Tu as dit l'essentiel. Tout y est sur ton blog. Cette fois-ci c'est du rabâchage. Prends du temps. E camina! comme on dit en Italie, on ne peut pas parler en marchant, sauf à manquer de souffle. Et reprends plus tard. Bon courage à tous.

Christine

J-C- Merci. Je lui ai répondu avec un long courriel.

J'ai oublié un truc. Ce n'est pas de « *l'addiction* », il a plu tout le mois de novembre, et je n'avais rien d'autre à faire, qui plus est, sachant qu'en France tout le monde ou presque vit dans l'immédiateté, toute info qui date de 2 jours est déjà avariée ou ne présente plus aucun intérêt, j'ai cru bien faire, c'est raté, tant pis.

Côté pile : Trump, c'est l'alliance de conservateurs sionistes radicaux avec des clans néoconservateur et libertarien extrémistes.

Côté face : Harris, c'est l'alliance de libéraux libertaires sionistes radicaux avec des clans néoconservateur et libertarien extrémistes.

Tous les clans de l'aristocratie financière sont divisés et tous les coups sont permis...

C'est celui qui le dit qui l'est ! Macron, le président le plus con du G20.

J-C – Si le Conseil présidentiel de transition d'Haïti a décidé de limoger le Premier ministre, Gary Conille, et que Macron trouve cette mesure « *complètement cons* », c'est qu'il a sans doute eu raison de le virer ! Car les raisons pour virer Macron ne manquent pas !

« *Ils sont complètement cons* » : Emmanuel Macron sans filtre sur Haïti - LePoint.fr 21 novembre 2024

En pleine tournée en Amérique du Sud, le président français a créé la polémique en critiquant le limogeage du Premier ministre d'Haïti, Garry Conille. « *Là franchement, ce sont les Haïtiens qui ont tué Haïti en laissant le narcotraffic* », a dit le chef de l'État à Rio de Janeiro, en marge du G20. Il répondait à un Haïtien qui l'interpellait de manière « *insistante* » selon son entourage, « *en l'accusant lui et la France d'être responsables de la situation en Haïti* ».

« *Et là, ce qu'ils ont fait, le Premier ministre était super, je l'ai défendu, ils l'ont viré !* » a renchéri le chef de l'État selon cet échange diffusé sur les réseaux sociaux ce jeudi 21 novembre. Et de lancer : « *C'est terrible. C'est terrible. Et moi, je ne peux pas le remplacer. Ils sont complètement cons, ils n'auraient jamais dû le sortir, le Premier ministre était formidable.* »

Emmanuel Macron faisait référence à la décision du Conseil présidentiel de transition d'Haïti qui a décidé de limoger Gary Conille. Le Premier ministre était en poste depuis cinq mois et devait tenter de stabiliser le pays qui ne cesse de s'enfoncer dans le chaos, notamment à cause de la guerre des gangs. La décision de démettre Garry Conille de ses fonctions est survenue le 10 novembre alors que le Conseil de transition souhaitait changer des responsables des ministères de la Justice, des Finances, de la Défense et de la Santé, contre son avis.

Sur la situation politique et sociale en France.

Le Sénat accélère le rythme de la hausse du prix du tabac l'an prochain - Publicsenat.fr 22 novembre 2024

Après avoir voté un durcissement de la fiscalité sur les boissons les plus sucrées, le Sénat a fait de même sur le tabac. L'amendement inséré dans le budget de la Sécurité sociale (PLFSS 2025) ce 21 novembre vise à approcher dès 2025 le prix du paquet de cigarettes qui aurait dû être atteint en 2027 sans hausse de la fiscalité.

Par rapport aux hausses observées ces dernières années, l'augmentation reste mesurée. Sans modification parlementaire, le prix du paquet de cigarettes aurait dû atteindre 12,30 euros l'an prochain, et 12,60 en 2027. Avec l'amendement adopté au Sénat (par 241 voix contre 2), le prix du paquet approchera 12,70 euros dès 2025 et restera à ce niveau en 2027.

Le sénateur Bernard Jomier (groupe socialiste, écologiste et républicain), mais également Florence Lassarade et plusieurs de ses collègues du groupe LR, ont défendu en vain la cible d'un paquet de cigarette à 16 euros à l'horizon 2027. « *Ce qui est proposé par le gouvernement et la commission n'aura probablement aucun impact sur les comportements. C'est de la fiscalité pure. Si on veut que ça décroche, il faut reprendre une trajectoire beaucoup plus forte* », a insisté ce médecin généraliste. Publicsenat.fr 22 novembre 2024

J-C – Le NFP ou la gauche est encore plus pourrie, qui cela surprend encore ? Ils le sont depuis un siècle tout de même, il serait temps de s'en apercevoir, non ?

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

La CPI émet des mandats d'arrêt contre Benjamin Netanyahu et Yoav Gallant - RT 21 nov. 2024

La Cour pénale internationale (CPI) a émis ce 21 novembre des mandats d'arrêt contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et l'ancien ministre de la Défense Yoav Gallant, six mois après que le procureur en chef Karim Khan en ait fait la demande.

Le tribunal basé à La Haye a également émis un mandat d'arrêt contre Mohammed Diab Ibrahim al-Masri, le chef militaire du Hamas, plus connu sous le nom de Mohammed Deif, malgré les affirmations israéliennes selon lesquelles il a été tué à Gaza.

Les Israéliens et Deif sont accusés d'une série de «*crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis entre le 8 octobre 2023 au moins et le 20 mai 2024 au moins, jour où l'Accusation a déposé les demandes de mandats d'arrêt*», peut-on lire dans un communiqué de presse publié sur le site Internet de la CPI.

La chambre a déclaré que les mandats d'arrêt sont classés «*secrets*» mais qu'elle a décidé de les publier parce que «*des comportements similaires à ceux mentionnés dans le mandat d'arrêt semblent se poursuivre*», faisant référence à l'assaut continu d'Israël sur Gaza et à la poursuite de la détention des otages israéliens par le Hamas.

«*En outre, la chambre considère qu'il est dans l'intérêt des victimes et de leurs familles qu'elles soient informées de l'existence des mandats*», a-t-elle souligné. Israël n'est pas membre de la CPI, mais l'État de Palestine en est devenu membre en 2015. En conséquence, la Cour peut enquêter sur des individus israéliens pour des crimes commis en Palestine occupée, qui comprend la bande de Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est.

Les 124 États signataires du Statut de Rome, traité instituant la Cour, sont désormais tenus d'arrêter les personnes recherchées et de les remettre à la CPI à La Haye. Un procès ne peut pas commencer par contumace.

La Cour n'a toutefois pas de pouvoir d'exécution. Elle compte sur la coopération des États membres pour arrêter et traduire les suspects. Le ministre néerlandais des Affaires étrangères a rapidement déclaré que son pays était prêt à exécuter les mandats d'arrêt.

Dans un communiqué, Joe Biden a qualifié ces décisions de «*scandaleuses*» et a fermement rejeté toute mise sur un pied d'égalité entre Israël et le Hamas. «*Quoi que puisse sous-entendre la CPI, il n'y a pas d'équivalence, aucune, entre Israël et le Hamas*», a-t-il affirmé. Réitérant le soutien des États-Unis à leur allié israélien, il a ajouté : «*Nous serons toujours aux côtés d'Israël face aux menaces contre sa sécurité.*»

La classe politique américaine, particulièrement les républicains, a réagi avec indignation. Le sénateur Lindsey Graham, proche de Donald Trump, a fustigé une institution «*absurde*» et «*irresponsable*» et a appelé le Sénat à agir pour sanctionner la CPI. De son côté, Mike Waltz, futur conseiller à la Sécurité nationale de Donald Trump, a promis une «*réponse forte*» au «*biais antisémite*» de la juridiction internationale dès que le président élu prêtera serment en janvier. RT et AFP 21 nov. 2024

L'aviation israélienne s'acharne sur le nord de Gaza, des dizaines de morts - RT 21 nov. 2024

Le bilan ne cesse de s'alourdir. Dans la matinée du 21 novembre, une frappe israélienne sur Beit Lahia, dans le nord de la bande de Gaza, à proximité de l'hôpital Kamal Adwan, a fait des dizaines de morts et de nombreux blessés. Plusieurs personnes sont encore portées disparues.

Selon des informations d'Al-Jazeera, «l'occupation a commis un nouveau massacre qui a fait 66 martyrs, pour la plupart des enfants et des femmes, et plus de 100 blessés suite à la destruction d'un quartier résidentiel à proximité de l'hôpital Kamal Adwan dans le nord du pays».

Le média Al-Mayadeen évoque également un raid israélien sur le quartier Cheikh Radwan qui a fait 22 morts. Parallèlement à ces deux frappes, l'armée israélienne continue ses opérations à Jabalia, dans le nord de la bande de Gaza.

L'aviation israélienne frappe la ville antique syrienne de Palmyre et fait des dizaines de morts - RT 21 nov. 2024

Citant une source militaire, «vers 13h30 cet après-midi, l'ennemi israélien a mené une agression aérienne depuis la direction de la région d'Al-Tanf, visant un certain nombre de bâtiments dans la ville de Palmyre, dans le désert syrien, ce qui a fait 36 martyrs, et plus de 50 blessés et causé d'importants dégâts matériels sur place». Al-Tanf est une région syrienne limitrophe à la Jordanie qui est occupée par les forces américaines. Donc selon Sana, la frappe israélienne sur Palmyre a été possible grâce à l'aval des Etats-Unis.

Etats-Unis.

Etats-Unis : Donald Trump annonce la nomination Pam Bondi à la Justice après le désistement de Matt Gaetz - 20 Minutes/AFP 22 novembre 2024

Le président élu Donald Trump a annoncé jeudi avoir choisi Pam Bondi, ancienne procureure générale de Floride, pour prendre la tête du ministère de la Justice. Cette décision intervient quelques heures seulement après que Matt Gaetz, élu républicain controversé, a retiré sa candidature pour le poste.

Russie.

Deux missiles britanniques Storm Shadow abattus en Russie, selon le ministère russe de la Défense - RT 21 nov. 2024,

Les systèmes de défense aérienne russes ont intercepté 2 missiles britanniques à longue portée Storm Shadow, ainsi que détruit 6 roquettes HIMARS de fabrication américaine et 67 drones de type avion lancés par les forces armées ukrainiennes, selon le rapport du ministère russe de la Défense, publié sur sa chaîne Telegram.

«*Une nouvelle escalade est en cours. C'est une position très irresponsable adoptée par l'administration américaine sortante*», a déclaré le porte-parole du président russe Dmitri Peskov en réponse à une question des journalistes sur l'utilisation des missiles à longue portée Storm Shadow contre le territoire russe ce jeudi 21 novembre. D'après Dmitri Peskov, les États-Unis entravent toute dynamique positive en Ukraine qui pourrait conduire à la fin du conflit et utilisent également le pays comme un outil dans leur confrontation avec la Russie.

Au total, depuis le début de l'opération militaire spéciale, 648 avions, 283 hélicoptères, 36 467 drones, 586 systèmes de missiles antiaériens, 19 420 chars et autres véhicules blindés de combat, 1490 lance-roquettes multiples, 18 318 pièces d'artillerie de campagne et mortiers et 28 573 véhicules militaires spéciaux ukrainiens ont été détruits par les forces armées russes. RT 21 nov. 2024